

Oeufs: Le 26 novembre 1952 le Gouvernement a annoncé que le rationnement des œufs prendrait fin ce printemps et qu'on abolirait les subventions pour les œufs. Le ministère anglais du ravitaillement s'efforce à l'heure actuelle d'adopter un programme visant à remettre les œufs sur le marché libre et à assurer une bonne organisation des ventes; mais les propositions officielles ne sont pas encore connues. La population de Grande-Bretagne reçoit, en ce moment, de un à deux œufs par semaine, mais il existe un marché noir d'envergure, où les producteurs vendent les œufs au-dessus du prix subventionné que prévoit la réglementation. Le Gouvernement espère que l'abolition de celle-ci supprimera le marché noir et garantira une distribution plus équitable.

La viande: La ration de viande a été augmentée le 25 janvier de 1 shilling 8 pence à 1 shilling 9 pence par semaine, après la conclusion de l'accord commercial anglo-argentin. La ration de viande, en effet, a toujours été fixée par rapport à la valeur plutôt que par rapport au poids, afin de permettre aux consommateurs de choisir parmi les diverses coupes, mais si l'on tient compte du poids, la ration s'établit en moyenne à environ 8 onces par semaine et par personne.

Les achats de viande s'effectuent surtout en Nouvelle-Zélande, en Australie, en Argentine et dans la République d'Irlande, en exécution d'accords à long terme. La Grande-Bretagne espère recevoir beaucoup plus de viande de l'Australie en 1953 (environ 140,000 tonnes); d'autre part, la production domestique de viande devrait presque atteindre, cette année, pour la première fois depuis la guerre, le niveau de 1938, c'est-à-dire environ 1,020,000 tonnes. On espère, en outre, recevoir 360,000 tonnes de Nouvelle-Zélande. Le total de 1,800,000 tonnes qu'atteindront, selon les évaluations, les approvisionnements de toutes provenances, se compare favorablement au chiffre de 1952, soit 1,555,000 tonnes, mais il est encore loin d'atteindre la moyenne d'avant-guerre.

Le récent accord anglo-argentin prévoit la fourniture, cette année, de 238,000 tonnes longues d'animaux abattus et d'abats, ce qui marque une amélioration sur les importations de même provenance en 1952.

L'abolition du rationnement pour la viande semble être encore assez éloignée en Grande-Bretagne, mais le ministère des vivres a libéré autant que possible les viandes cuites. La fabrication et la vente de tous les produits de viande, sauf celles des saucissons crus de bœuf et de porc ainsi que la viande salée en conserve, ont été rendues libres le mois dernier. La fabrication des saucisses et de la chair à saucisses est encore sévèrement réglementée.

Je me suis rendu compte en circulant un peu partout que, chez la plupart des gens, règne l'ignorance la plus crasse en ce qui concerne la situation de la Grande-Bretagne et les causes de celle-ci. Ailleurs qu'ici on trouve les gens complètement perdus. On incline à voir la Grande-Bretagne plutôt comme celle que nous a appris à connaître l'histoire, celle qui était toute puissante avant 1914, qui pouvait convertir des devises de façon à permettre des transactions à trois, à quatre ou à cinq. On continue à penser à la Grande-Bretagne telle qu'elle était avant 1914. On croit que si elle ne peut plus faire aujourd'hui ce qu'elle faisait alors, c'est qu'il se passe quelque chose de difficile à maîtriser

[M. Blackmore.]

dans le régime britannique. La plupart des gens ignorent la déperdition effroyable des placements britanniques à l'étranger qui a eu lieu durant la première Grande Guerre et le fait qu'entre les deux guerres on n'a jamais pu combler le vide ainsi constitué. On ne donne à personne une idée exacte des pertes terribles que la Grande-Bretagne a de nouveau subies au cours de la deuxième Grande Guerre du point de vue de ses capitaux à l'étranger.

Ces divers placements étaient absolument nécessaires, afin que les Anglais puissent établir leur balance commerciale. Faudrait-il encore bien du temps aux députés pour saisir cela et parler en connaissance de cause, au lieu de débiter des absurdités? On a dit des absurdités au cours du débat et il est honteux qu'on ait fait à la Chambre des communes certaines déclarations au sujet de la Grande-Bretagne, puisque ceux qui y siègent devraient être mieux renseignés au sujet de ces questions. Ne blâmons donc pas la Grande-Bretagne, si l'accord sur le blé donne lieu à certains embarras.

Ainsi que l'ont signalé le député de Peace-River (M. Low) et d'autres députés, les Anglais devraient verser de 7 millions et demi à 10 millions de dollars de plus, s'ils devaient payer ces 5c. supplémentaires, selon la quantité de blé qu'ils achèteraient et selon qu'ils paieraient le prix maximum ou non. Évidemment, c'est un point sur lequel nous ignorons tout.

Ce que nous devons nous demander, c'est de savoir ce qu'il faut faire à cet égard. Pour moi, le ministre du Commerce (M. Howe) a agi d'admirable façon. A mon avis, il était impossible de faire mieux dans les circonstances. Je crois aussi que la Commission du blé s'est très bien acquittée de sa tâche. Pour qu'il se produise un changement, il faudra modifier entièrement notre façon d'aborder ce problème; mais le Gouvernement n'a nullement indiqué qu'il était disposé à appuyer un tel changement d'attitude. D'ici à ce que ces modifications aient lieu, le fait de blâmer le ministre du Commerce, le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner), la Commission du blé ou tout autre est absolument absurde et inconvenant dans une Chambre où les députés doivent faire preuve de maturité dans leur façon de penser et dans leurs connaissances.

Y a-t-il quelque chose à faire? Comme l'ont signalé le représentant de Peace-River et d'autres députés, surtout le représentant de Melfort (M. Wright), il s'est produit des changements par suite de la politique ministérielle uniquement. Ces changements ont entraîné en notre pays un déséquilibre qui exigera des remaniements considérables. Ainsi